



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N° 388-DDPP-13
portant prescriptions complémentaires

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juin 2000 modifié réglementant les activités de la société TEINTURES ET APPRETS DANJOUX, Z.I des Guérins à LE COTEAU ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation 6 avril 2011 modifiant les capacités de production de la société TEINTURES ET APPRETS DANJOUX, Z.I des Guérins à LE COTEAU ;

VU l'analyse des émissions déclarées par les teintureries autorisées au titre des ICPE de Rhône-Alpes, conduite sur la période 2007-2012 ;

VU le rapport et les propositions en date du 27 août 2013 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du CODERST en date du 9 septembre 2013 au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société TEINTURES ET APPRETS DANJOUX, Z.I des Guérins à LE COTEAU afin de garantir les intérêts mentionnés dans l'arrêté préfectoral (arrêté cadre sécheresse) du 11 juillet 2012 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société TEINTURES ET APPRETS DANJOUX, Z.I des Guérins à LE COTEAU afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRÊTE

Article 1- Prélèvement et consommation d'eau :

L'article 4.1.2. de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2000 est abrogé et remplacé par :

L'utilisation d'eaux pour des usages industriels et celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie (par exemple lorsque la température et la qualité de ces eaux le permettent : recyclage, aéroréfrigérant, etc.)

La quantité maximale d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 1200 m³/j, pour un débit maximal de 100 m³/h ; cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.

L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totaliseur agréé, le relevé est fait quotidiennement.

Chaque mois est établi un bilan des quantités commerciales de tissus traités (en kilogrammes) par type de traitement et est calculée la quantité d'eau utilisée par kilogramme de tissu traité. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection et une synthèse lui est annuellement transmise au cours du premier mois de chaque année.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être préalablement portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication.

Lors de la réalisation de forage en nappe, toutes dispositions seront prises pour éviter de mettre en communication des nappes distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.

Article 2- Adaptations des prescriptions sur les prélèvements et les rejets en cas de sécheresse :

En cas de dépassement des seuils d'alerte relatifs aux épisodes de sécheresse pris par l'arrêté préfectoral cadre en vigueur dans la Loire, l'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures de réductions temporaires des prélèvements d'eau et des rejets d'effluents chargés effectués dans les milieux et les zones définies par l'arrêté préfectoral cadre sus mentionné.

2.1- Prélèvements :

Les prélèvements seront limités, voire supprimés en cas de nécessité de préservation des qualités habituelles du milieu naturel. Sur la période et les zones considérées par l'arrêté préfectoral général ces mesures consistent en :

- **En niveau 1 : Situation de vigilance**

Mesures d'information et de sensibilisation permettant, le cas échéant, d'anticiper une dégradation de la situation :

- Informer l'inspection des installations classées :
 - des économies de prélèvement envisageables,
 - des besoins en eau prioritaires et indispensables,
 - des périodes d'arrêt prévues
 - des possibilités de limitation des rejets directs d'effluents chargés au milieu (rétention des effluents)
- Sensibilisation du personnel sur les économies de prélèvement

- **En niveau 2 : Situation d'alerte**

Mesures de restriction ne nécessitant pas une réduction de l'activité, telles que :

- Interdiction d'arroser les espaces verts de 10h à 18h00

- Limiter le lavage des sols des ateliers de teinture
- Concentration des arrêts sur les périodes à risque (juillet, août)

- **En niveau 3 : Situation d'alerte renforcée**

Mesures d'interdiction pour certains usages non indispensables :

- Interdiction stricte d'arroser les espaces verts
- Interdiction stricte du lavage des sols

- **En niveau 4 : Situation de crise**

Mesure de restriction des prélèvements :

- Interdiction de prélever dans le milieu naturel (nappe d'accompagnement du Rhins)

L'exploitant informera l'inspection des installations classées, dans les 48 heures suivant la date de l'arrêté préfectoral général, des mesures mises en œuvre et des quantités d'eau potentiellement économisées par rapport à une situation normale.

2.2- Rejets :

Sur la période et les zones considérées par l'arrêté préfectoral général ces mesures consistent en :

- **En niveau 1 : Situation de vigilance**

Mesures d'information et de sensibilisation permettant, le cas échéant, d'anticiper une dégradation de la situation :

- Sensibilisation du personnel sur la prévention des pollutions et des risques accidentels

- **En niveaux 2, 3 et 4 : Situation d'alerte, d'alerte renforcée et de crise**

Mesures de restriction ne nécessitant pas une réduction de l'activité, telles que :

- Renforcement des dispositifs de prévention des pollutions et des risques accidentels

Ces mesures temporaires concernant les prélèvements et les rejets sont mises en œuvre dans les meilleurs délais et au plus tard 24 heures après la date de l'arrêté préfectoral général. Ces mesures ne doivent en aucun cas porter préjudice à la sécurité du personnel et des installations.

Les seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée et de crise sont définis dans l'arrêté préfectoral cadre sus mentionné en vigueur dans le département de la Loire.

Article 3- Valeurs limites d'émission et modalités de surveillance des rejets liquides :

Les articles 2 et 3.1. de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2000 sont abrogés et remplacés par :

Paramètres	Valeur	Fréquence d'analyse de l'auto-surveillance	Fréquence d'analyse par un organisme agréé (mesures comparatives)
Débit	Inférieur à 1200 m ³ /j	Continu	Annuelle
pH	5,5 à 8,5	Continu	Annuelle
Température	Inférieure à 30°C	Continu	Annuelle

Sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté durant les 24 heures précédentes (prélèvement asservi au débit), les dispositions suivantes seront mises en œuvre :

Paramètres	Concentration maximum (mg/l)	Flux maximum (kg/j)	Fréquence d'analyse de l'auto-surveillance	Fréquence d'analyse par un organisme agréé (mesures comparatives)
DCO	1800	1000	Hebdomadaire	Annuelle
DBO5	500	200	Mensuelle	Annuelle
MEST	400	100	Hebdomadaire	Annuelle
Phosphore total	10	5	Mensuelle	Annuelle
Azote global	70	40	Mensuelle	Annuelle
Hydrocarbures totaux	10	9	Hebdomadaire	Annuelle
Naphtalène	1,5	0,01	Mensuelle	Annuelle
Cuivre et ses composés	0,5	0,05	Mensuelle	Annuelle
Chrome et ses composés	0,5	0,1	Mensuelle	Annuelle
Zinc et ses composés	2	0,2	Mensuelle	Annuelle
Sulfures	2	1	Trimestrielle	Annuelle

L'ensemble de ces prélèvements et mesures sera réalisé dans les conditions définies par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Article 4 – Analyse et transmission de l'auto-surveillance des rejets aqueux:

Les articles 3.2. et 3.3. de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2000 sont remplacés par :

Sans préjudice des dispositions de l'article R512-69 du code de l'environnement, l'exploitant transmet le mois suivant leur réception, à l'inspection des installations classées et par le site de télédéclaration GIDAF, le rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposés par les programmes d'auto-surveillance. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts) des modifications éventuelles des programmes d'auto-surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des rejets, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients

ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 6 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie du Coteau pendant une durée minimum d'un mois.

Monsieur le maire de Le Coteau fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société Teintures et Apprêts Danjoux.

Article 7 – Exécution

Monsieur le sous-préfet de ROANNE, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées, Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations et Monsieur le maire du Coteau sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Mairie du Coteau et à la société Teintures et Apprêts Danjoux.

Fait à Saint-Étienne, le 24 OCT. 2013

Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
et par délégation,
Le Directeur Adjoint


Christian MOSCARDINI

Copie adressée à :

Société Teintures et Apprêts Danjoux

ZI les Guérins

42124 LE COTEAU Cedex

- Monsieur le maire du COTEAU

- Monsieur le sous-préfet de ROANNE

- L'Inspection des installations classées – DREAL UT Loire

- Archives

- Chrono

